



Le cœur d'Hillary balance entre l'Union bashing et l'appui syndical

Le nouveau visage républicain du parti démocrate

Par [Paul Martineau](#)

Mondialisation.ca, 29 juin 2007

[L'aut'journal no 261](#) 29 juin 2007

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Économie](#)

Comme tous les aspirants qui espèrent obtenir l'investiture du Parti Démocrate pour les prochaines élections présidentielles américaines, Hillary Clinton est prête à faire beaucoup de choses pour courtiser les syndicats. Depuis plusieurs mois, elle participe à des colloques sur la main d'œuvre organisés par des syndicalistes. Elle se rend dans les milieux de travail pour serrer les mains des salariés. Elle dénonce même certaines grandes entreprises qui refusent la syndicalisation de leurs employés, alors qu'elle siégeait elle-même au conseil d'administration de Wal Mart il y a une quinzaine d'années.

Mais une série d'articles publiés dans plusieurs médias progressistes comme The Nation et The American Prospect viennent de placer l'épouse de l'ex-président Bill Clinton dans une position plutôt inconfortable face à ses amis syndiqués. Car pendant qu'elle s'affiche devant les caméras avec des leaders syndicaux tout sourires, les journalistes viennent de révéler que certains de ses plus proches conseillers sont en fait...parmi les plus grands champions de l'anti-syndicalisme au pays.

Ainsi, le principal stratège de l'équipe Clinton est en même temps PDG d'une gigantesque firme de relations publiques spécialisée dans ce que les Américains appellent le « Union busting » (littéralement : l'éclatement des syndicats). Mark Penn, dirigeant de Burson-Marsteller Inc., travaille pour Clinton depuis 1995.

Sondeur de formation, Penn est un de ceux qui tirent les ficelles à Wasington. « Dans une Maison-Blanche où les sondages sont une véritable religion, Penn est le grand-prêtre. Il est connu comme l'homme le plus puissant à Washington dont vous ayez jamais entendu parler », écrit le Washington Post.

Jusqu'à récemment, le site web de son entreprise faisait la promotion de son expertise dans les relations de travail pour contrer « les campagnes coordonnées des organisations ouvrières, que ce soit en matière de syndicalisation ou de négociations de contrats ».

Le conflit d'intérêts est de taille. Hillary Clinton courtise présentement deux des plus importants syndicats au pays : les Teamsters et UNITE-HERE. Ces deux syndicats sont engagés dans ce qui est souvent décrit comme la plus ambitieuse campagne de syndicalisation actuelle au pays, chez le fabricant d'uniformes Cintas. Au même moment, l'entreprise du plus proche conseiller de Mme Clinton s'est mise récemment au service de Cintas...pour combattre la tentative de syndicalisation.

La défense de Mark Penn a été peu convaincante, le conseiller se bornant à dire que même si son entreprise était impliquée dans le dossier Cintas, lui-même n'y avait pas participé personnellement.

Le 6 juin dernier, après la publication des reportages sur l'entourage d'Hillary Clinton, le président des Teamsters James Hoffa et celui de UNITE-HERE, Bruce Raynor, ont envoyé une lettre à Clinton au sujet de Mark Penn, précisant leur désaccord avec la présence d'un anti-syndicaliste aussi notoire dans sa garde rapprochée. Les deux présidents prévenaient aussi Mme Clinton qu'ils ne voulaient pas « vous voir, vous ou le Parti Démocrate, plongé dans l'embarras ».

D'autres leaders syndicaux dont le président de l'AFL-CIO et celui du Syndicat international des employés de services ont fait part des mêmes préoccupations quant au dossier Cintas lors de rencontres privées avec Clinton.

Mais même sans compter le dossier Cintas, la présence du président de Burson-Marsteller aux plus hauts échelons de l'équipe d'une candidate se voulant progressiste aurait paru bizarre. L'entreprise a représenté à peu près tout le monde à droite du spectre politique, de la junte militaire argentine au géant Union Carbide responsable du désastre meurtrier de Bhopal en Inde, en passant par la Royal Dutch Shell lorsqu'elle était accusée de violer les droits humains au Nigeria.

Burson-Marsteller a aussi été une pionnière d'une nouvelle stratégie reprise depuis par plusieurs milieux patronaux américains : l'utilisation de faux groupes militants pour lancer des attaques furtives contre les environnementalistes et les associations de consommateurs. Elle a mis sur pied la National Smokers Alliance au nom du cigarettier Philip Morris, pour combattre les lois anti-tabac dans les années 1990.

Autre fait troublant, en 2006, alors que Mark Penn était déjà à sa tête, la firme a donné 57 % de ses contributions politiques à des candidats républicains. La présence de Penn comme principal stratège chez l'une des vedettes du Parti Démocrate fait donc carrément penser au loup dans la bergerie.

Les reportages sur la présence de Mark Penn et son entourage dans l'équipe Clinton ont déjà leur effet sur la campagne de l'ex-première dame. Plusieurs sites Web syndicaux qui faisaient état d'un communiqué de la candidate ont vu leur section « commentaires » inondée par les protestations outrées de syndiqués. La majorité citaient les articles en question et annonçaient leur intention de soutenir d'autres candidats à l'investiture démocrate, comme Barak Obama ou John Edwards.

Nul ne peut prédire toutefois si ce mécontentement sera suffisant pour contrebalancer l'immense influence du stratège sur Mme Clinton. Une influence considérable, selon tous les commentateurs interrogés par les médias. « Clinton répond aux conseils de Penn avec des exclamations comme " Oh, Mark, quelle affirmation intelligente " », écrivait récemment le New York Times.

La source originale de cet article est [L'aut'journal no 261](#)

Copyright © [Paul Martineau, L'aut'journal no 261](#), 2007

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca